

Pour un féminisme inclusif

J'ai la triste habitude de bondir en lisant les discours antiféministes, sinon sexistes, à l'œuvre dans les médias. J'ai moins l'habitude lorsqu'il s'agit d'une interview de la déléguée de l'égalité (LQJ du 25.07.2024).

Alors qu'une vague violette traverse la Suisse depuis 2019, il est regrettable que la déléguée, interrogée sur «une évolution sociale marquante», évoque la panique morale nommée «wokisme». Initialement, le terme «woke» désigne un «état d'éveil» face aux injustices et s'inscrit dans la lutte antiraciste menée par les activistes afro-américains. Ce mot, désormais scandé à tort et à travers dans le débat public, n'a plus de réelle substance en dehors de sa fonction d'épouvantail. Agité par les forces réactionnaires, il est employé de manière à discréditer les mouvements sociaux progressistes.

Mais qu'est-ce que le «wokisme» ? C'est le combat contre les inégalités que certaines personnes subissent en raison de leur classe

sociale, de leur couleur de peau, de leur genre, de leur orientation sexuelle ou encore de leur religion. Aussi, j'ai de la peine à concevoir la «radicalité» qui résiderait dans ce combat. Et si le fait d'adopter une telle approche conduit à «perdre des gens» eh bien tant pis!

Après tout, la lutte féministe ne consiste pas à ce qu'une poignée de femmes - les plus privilégiées - accèdent à une meilleure part du gâteau au détriment de toutes les autres minorités. Pour cette raison, je ne peux qu'être enthousiaste lorsque j'apprends que des apprenties se mobilisent pour dénoncer leurs conditions de travail.

Le Bureau de l'égalité ne peut être pas réservé uniquement à une partie de la population, toujours la même. En négligeant ceci, la déléguée semble oublier que l'égalité ne sera pas acquise tant que nous ne serons pas toutes et tous libres.

Pour la Jeunesse socialiste,
Zoé Seuret, Courtedoux